

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 98 — 1223

[C — 98/27296]

**9 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aérodromes relevant de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, notamment l'article 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que la fixation des redevances sur les aérodromes correspond à une prise en charge partielle par les usagers du coût des installations et des services qui, de par leur nature, ne peuvent être fournis que par l'aérodrome concerné;

Considérant que le niveau des redevances doit être modulé en fonction de catégories d'usagers et d'aéronefs;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Des définitions***Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° usager : toute personne physique ou morale, propriétaire, exploitant ou utilisateur d'un aéronef;

2° autorité de l'aérodrome : membre du personnel de la Direction générale des Transports du Ministère de l'Équipement et des Transports chargé de la direction de l'aérodrome;

3° passager : toute personne transportée à bord d'un aéronef à l'exception des membres d'équipage en fonction.

CHAPITRE II. — *Du champ d'application***Art. 2.** Les dispositions du présent arrêté sont d'application sur les aérodromes de Spa et de Saint-Hubert.CHAPITRE III. — *Des redevances et abonnements***Art. 3.** § 1^{er}. Une redevance est due pour l'atterrissage d'un aéronef. Cette redevance est fixée à 150 BEF par tonne pour l'atterrissage avec un minimum de 250 BEF.

Le poids de l'aéronef servant de base au calcul des redevances est le poids maximum autorisé au décollage, que mentionne le certificat de navigabilité, le manuel de vol ou tout autre document annexé au certificat de navigabilité.

Toute partie de tonne est considérée comme tonne entière.

§ 2. Un abonnement d'atterrissage peut être délivré, sur demande, et est fixé comme suit :

Poids de l'aéronef	par année	par trimestre	par mois	pour trois jours consécutifs
< 1T	22.000 BEF	6.500 BEF	2.500 BEF	750 BEF
entre 1T et < 2T	37.000 BEF	11.000 BEF	4.000 BEF	1.300 BEF
entre 2T et < 3T	48.000 BEF	14.500 BEF	5.500 BEF	1.600 BEF
entre 3T et < 4T	60.000 BEF	18.000 BEF	7.000 BEF	2.000 BEF
entre 4T et < 5T	74.000 BEF	22.000 BEF	8.500 BEF	2.500 BEF
entre 5T et < 6T	90.000 BEF	27.000 BEF	10.000 BEF	3.000 BEF
entre 6T et < 7T	106.000 BEF	32.000 BEF	12.000 BEF	3.500 BEF

Cet abonnement d'atterrissage n'est valable que pour l'aérodrome où il est émis. Il prend cours à sa date d'émission et couvre l'ensemble des atterrissages de l'aéronef pour lequel il a été délivré.

Art. 4. § 1^{er}. Une redevance est due pour le stationnement extérieur d'un aéronef ou d'une remorque pour planeur. Cette redevance est fixée à 60 BEF par jour (24 heures) et par tonne avec un minimum de 200 BEF.

Toute partie de tonne est considérée comme tonne entière. Toute partie de jour est considérée comme jour entier. Chaque jour commencé se termine à 24 heures, heure locale.

Cette redevance n'est due que si le stationnement dépasse six heures consécutives.

§ 2. Un abonnement pour le stationnement extérieur d'un aéronef ou d'une remorque à planeur peut être délivré sur demande et est fixé comme suit :

1° pour un aéronef :

	par année	par trimestre	par mois
par tonne	7.500 BEF	3.500 BEF	1.200 BEF

Toute partie de tonne est considérée comme tonne entière;

2° pour un planeur démonté dans une remorque :

	par année	par trimestre	par mois
	6.000 BEF	2.200 BEF	1.000 BEF

3° pour une remorque à planeur vide :

par année	par trimestre	par mois
2.200 BEF	900 BEF	600 BEF

Cet abonnement n'est valable que pour l'aérodrome où il est émis. Il prend cours à sa date d'émission et couvre l'ensemble des stationnements extérieurs de l'aéronef ou de la remorque pour lesquels il a été délivré.

Art. 5. § 1^{er}. Une redevance est due pour le stationnement collectif sous abri d'un aéronef ou d'une remorque pour planeur.

Cette redevance est fixée à 200 BEF par tonne et par jour.

Toute partie de tonne est considérée comme tonne entière. Toute partie de jour est considérée comme jour entier. Chaque jour commencé se termine à 24 heures, heure locale.

§ 2. Un abonnement pour le stationnement collectif sous abri d'un aéronef ou d'une remorque pour planeur peut être délivré sur demande et est fixé comme suit :

1° pour un aéronef :

	par année	par trimestre	par mois
par tonne	18.000 BEF	6.000 BEF	3.000 BEF

Toute partie de tonne est considérée comme tonne entière;

2° pour un planeur démonté :

par année	par trimestre	par mois
9.000 BEF	3.000 BEF	1.500 BEF

3° pour un planeur démonté dans une remorque :

par année	par trimestre	par mois
13.500 BEF	4.500 BEF	2.300 BEF

4° pour une remorque à planeur vide :

par année	par trimestre	par mois
7.000 BEF	2.300 BEF	1.400 BEF

Cet abonnement n'est valable que pour l'aérodrome où il est émis. Il prend cours à sa date d'émission et couvre l'ensemble des stationnements sous abri de l'aéronef ou de la remorque pour planeurs pour lesquels il a été délivré.

Art. 6. Une redevance est due pour l'utilisation des installations par les passagers. Cette redevance est fixée à 100 BEF par passager embarquant à l'exception des élèves-pilotes.

Les élèves-pilotes qui participent à des vols intérieurs payants ou non ou à des vols d'entraînement paient une redevance de 55 BEF.

Art. 7. Une redevance est due par un usager pour l'utilisation d'un aérodrome en dehors des heures d'ouverture, telles que fixées aux A.I.P. (Aeronautical Informations Publications).

Cette redevance est fixée à 4.000 BEF par heure d'utilisation sans préjudice des autres redevances fixées au présent arrêté et dont l'usager serait redevable.

Toute partie d'heure est considérée comme une heure entière.

CHAPITRE IV. — Des exonérations et des réductions

Art. 8. § 1^{er}. Sont exonérés des redevances prévues aux articles 3 et 4 :

1° les aéronefs affectés exclusivement au transport de chefs d'Etat ou de membres de Gouvernement en fonction;

2° les aéronefs effectuant des vols à la demande du Gouvernement wallon;

3° les aéronefs effectuant un retour forcé sur l'aérodrome;

4° les aéronefs pilotés par les membres des services du Gouvernement wallon, de l'Administration de l'Aéronautique, de la Régie des Voies aériennes, du Ministère de la Défense nationale et de la gendarmerie et le personnel des sociétés concessionnaires et ce, dans l'exercice de leurs fonctions;

5° les aéronefs utilisés à l'occasion de vols dont le caractère humanitaire est reconnu par le Ministre ayant les Transports dans ses attributions.

§ 2. Sont exonérés de la redevance prévue à l'article 6 les passagers :

1° âgés de moins de deux ans;

2° embarquant dans les aéronefs visés au §1^{er}, 1°, 2°, 3°, 5°;

3° membres du Gouvernement wallon ou des services du Gouvernement wallon dans l'exercice de leurs fonctions;

Art. 9. § 1^{er}. Les redevances prévues à l'article 3 sont réduites de 50 %, pour les aéronefs effectuant des vols d'essais en vue de la délivrance, du renouvellement ou de la restitution du certificat de navigabilité.

§ 2. En ce qui concerne les planeurs et les remorques pour planeur, les redevances et abonnements définis aux articles 3, 4 et 5 dues par un usager sont réduits de :

1° 20 % si ce même usager a payé au cours de l'année civile antérieure un montant total de ces redevances et abonnements compris entre 50.001 BEF et 100.000 BEF;

2° 35 % si ce même usager a payé au cours de l'année civile antérieure un montant total de ces redevances et abonnements compris entre 100.001 BEF et 150.000 BEF;

3° 50 % si ce même usager a payé au cours de l'année civile antérieure un montant total de ces redevances et abonnements de plus de 150.001 BEF.

§ 3. Les redevances dues pour l'atterrissage, le stationnement, l'utilisation des installations pour les passagers peuvent, à titre promotionnel, être réduites par le Ministre ayant les Transports dans ses attributions.

CHAPITRE V. — *De la perception*

Art. 10. § 1^{er}. Les redevances et les abonnements fixés au présent arrêté sont perçus par le comptable ordinaire des recettes de l'aérodrome ou son délégué.

Ces redevances et abonnements sont payables au comptant au moment de la délivrance de la facture en francs belges, en espèces, en eurochèque ou par tout moyen de paiement électronique.

Le comptable ordinaire des recettes ou son délégué peut accepter que ces redevances et abonnements soient payés dans les trente jours à compter du lendemain de la date d'envoi de la facture.

Dans ce cas, la constitution d'un cautionnement de 30.000 BEF peut être exigée. Les modalités pour constituer ce cautionnement sont définies par le comptable ordinaire des recettes ou son délégué.

§ 2. Pour la perception de la redevance prévue à l'article 6, l'usager de l'aéronef ou son représentant remet à l'autorité aéroportuaire une déclaration mentionnant le nombre de passagers embarqués. Cette remise s'effectue au plus tard le lendemain du jour de l'embarquement avant dix heures, heure locale. Si le document n'est pas remis dans le délai prescrit, la redevance est fixée suivant le nombre total de sièges à bord.

§ 3. Le comptable ordinaire des recettes de l'aérodrome ou son délégué peut appliquer aux montants facturés non payés dans les délais, un intérêt de retard fixé au taux légal, avec un minimum de 500 BEF par facture. Les frais d'encaissement sont à charge du donneur d'ordre.

Art. 11. L'autorité aéroportuaire peut interdire l'envol de tout aéronef pour lequel les redevances dues n'ont pas été acquittées dans les délais prescrits.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le stationnement extérieur ou collectif sous abri s'effectue en fonction des emplacements disponibles et conformément aux injonctions de l'autorité de l'aérodrome.

En cas de non-respect de ces injonctions, l'autorité de l'aérodrome peut établir une amende administrative de 5.000 BEF à charge de l'usager défaillant.

Art. 13. La taxe sur la valeur ajoutée n'est pas comprise dans les montants des redevances et des abonnements fixés au présent arrêté.

Art. 14. Les montants des redevances et des abonnements fixés au présent arrêté sont adaptés, annuellement le 1^{er} janvier, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation publié au *Moniteur belge*. L'indice de base est celui du mois de décembre qui précède l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté. Le nouvel indice correspond à l'indice du mois de décembre précédant le 1^{er} janvier de l'adaptation.

Les montants ainsi obtenus sont arrondis au franc supérieur ou inférieur.

Art. 15. Sauf accord entre l'usager et l'autorité aéroportuaire, les abonnements pris avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables jusqu'à leur expiration normale.

Art. 16. Les montants des redevances et des abonnements sont portés à la connaissance des usagers par tous les moyens utiles, notamment par l'affichage et la publication aux A.I.P. (Aeronautical Informations Publications).

Art. 17. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports et aérodromes wallons, modifié par l'arrêté du 13 janvier 1994, est abrogé en ce qui concerne les aérodromes relevant de la Région wallonne.

Art. 18. Le Ministre ayant les Transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 1998.

Namur, le 9 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG
WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 98 — 1223

[C - 98/27296]

9. APRIL 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der Flugplätze, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu erheben sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, daß die Festlegung der Gebühren für die Flugplätze einer teilweise Übernahme der Kosten seitens der Benutzer für die Anlagen und Dienstleistungen entspricht, die von ihrer Art aus lediglich von dem betroffenen Flugplatz bereitgestellt werden können;

In der Erwägung, daß die Höhe der Gebühren den Kategorien der Benutzer und der Luftfahrzeuge entsprechend angepaßt werden muß;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

- 1° "Benutzer": jede natürliche oder juristische Person, Eigentümer, Betreiber oder Benutzer eines Luftfahrzeugs;
- 2° "Behörde des Flugplatzes": das mit der Leitung des Flugplatzes beauftragte Personalmitglied der Generaldirektion des Transportwesens des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;
- 3° "Passagier": jede Person, die an Bord eines Luftfahrzeugs befördert wird, mit Ausnahme der diensttuenden Besatzungsmitglieder.

KAPITEL II. — *Anwendungsbereich*

Art. 2 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind auf die Flugplätze Spa und Saint-Hubert anwendbar.

KAPITEL III. — *Gebühren und Abonnements*

Art. 3 - § 1. Für die Landung eines Luftfahrzeugs ist eine Gebühr zu zahlen. Diese wird auf 150 BEF pro Tonne mit einem Mindestbetrag von 250 BEF für die Landung festgesetzt.

Das Gewicht des Luftfahrzeugs, das als Grundlage für die Berechnung der Gebühren dient, ist das beim Start zugelassene Höchstgewicht, das im Fluchtüchtigkeitszeugnis oder in der Fluganleitung oder in jedem anderen dem Fluchtüchtigkeitszeugnis beigefügten Dokument vermerkt wird.

Jede angebrochene Tonne zählt als ganze Tonne.

§ 2. Ein Abonnement für die Landung kann auf Antrag ausgestellt werden, wobei folgende Tarife gelten:

Gewicht des Luftfahrzeugs	pro Jahr	pro Trimester	pro Monat	für drei aufeinanderfolgende Tage
< 1T	22.000 BEF	6.500 BEF	2.500 BEF	750 BEF
zwischen 1T und < 2T	37.000 BEF	11.000 BEF	4.000 BEF	1.300 BEF
zwischen 2T und < 3T	48.000 BEF	14.500 BEF	5.500 BEF	1.600 BEF
zwischen 3T und < 4T	60.000 BEF	18.000 BEF	7.000 BEF	2.000 BEF
zwischen 4T und < 5T	74.000 BEF	22.000 BEF	8.500 BEF	2.500 BEF
zwischen 5T und < 6T	90.000 BEF	27.000 BEF	10.000 BEF	3.000 BEF
zwischen 6T und < 7T	106.000 BEF	32.000 BEF	12.000 BEF	3.500 BEF

Dieses Abonnement für die Landung gilt nur für den Flugplatz, auf dem es ausgestellt wurde.

Es wird ab dem Ausstellungsdatum gültig und deckt die Gesamtheit der Landungen des Luftfahrzeugs, für das es ausgehändigt wurde.

Art. 4 - § 1. Für das Parken im Freien eines Luftfahrzeugs oder eines Anhängers für Segelflugzeuge ist eine Gebühr zu zahlen. Diese wird auf 60 BEF pro Tag (24 Stunden) und pro Tonne mit einem Mindestbetrag von 200 BEF festgesetzt.

Jede angebrochene Tonne zählt als ganze Tonne. Jeder angebrochene Tag zählt als ganzer Tag. Jeder angebrochene Tag endet um 24 Uhr, Ortszeit.

Diese Gebühr ist nur zu zahlen, wenn das Parken sechs aufeinanderfolgende Stunden überschreitet.

§ 2. Ein Abonnement für das Parken im Freien eines Luftfahrzeugs oder eines Anhängers für Segelflugzeuge kann auf Antrag ausgestellt werden, wobei folgende Tarife gelten:

1° Für ein Luftfahrzeug:

	pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
pro Tonne	7.500 BEF	3.500 BEF	1.200 BEF

Jede angebrochene Tonne zählt als ganze Tonne.

2° Für ein abgebautes Segelflugzeug in einem Anhänger:

pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
6.000 BEF	2.200 BEF	1.000 BEF

3° Für einen leeren Anhänger für Segelflugzeuge:

pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
2.200 BEF	900 BEF	600 BEF

Dieses Abonnement gilt nur für den Flugplatz, auf dem es ausgestellt wurde.

Es wird ab dem Ausstellungsdatum gültig und deckt das gesamte Parken im Freien des Luftfahrzeugs oder des Anhängers, für die es ausgehändigt wurde.

Art. 5 - § 1. Für das Unterstellen eines Luftfahrzeugs oder eines Anhängers für Segelflugzeuge in einem gemeinschaftlich genutzten Raum ist eine Gebühr zu zahlen.

Diese Gebühr wird auf 200 BEF pro Tonne und pro Tag festgesetzt.

Jede angebrochene Tonne zählt als ganze Tonne. Jeder angebrochene Tag zählt als ganzer Tag. Jeder Tag endet um 24 Uhr, Ortszeit.

§ 2. Ein Abonnement für das Unterstellen in einem gemeinschaftlich genutzten Raum eines Luftfahrzeugs oder eines Anhängers für Segelflugzeuge kann auf Antrag ausgestellt werden, wobei folgende Tarife gelten:

1° Für ein Luftfahrzeug:

	pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
pro Tonne	18.000 BEF	6.000 BEF	3.000 BEF

Jede angebrochene Tonne zählt als ganze Tonne.

2° Für ein abgebautes Segelflugzeug:

pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
9.000 BEF	3.000 BEF	1.500 BEF

3° Für ein abgebautes Segelflugzeug in einem Anhänger:

pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
13.500 BEF	4.500 BEF	2.300 BEF

4° Für einen leeren Anhänger für Segelflugzeuge:

pro Jahr	pro Trimester	pro Monat
7.000 BEF	2.300 BEF	1.400 BEF

Dieses Abonnement gilt nur für den Flugplatz, auf dem es ausgestellt wurde.

Es wird ab dem Ausstellungsdatum gültig und deckt das gesamte Unterstellen in dem gemeinschaftlich genutzten Raum des Luftfahrzeugs oder des Anhängers für Segelflugzeuge, für die es ausgehändigt wurde.

Art. 6 - Für die Benutzung der Anlagen durch die Passagiere ist eine Gebühr zu zahlen. Diese wird auf 100 BEF pro abreisenden Passagier mit Ausnahme der Flugschüler festgesetzt.

Die Flugschüler, die an kostenfreien oder mit Kosten verbundenen Binnenflügen oder an Übungsflügen teilnehmen, zahlen eine Gebühr von 55 BEF.

Art. 7 - Für die Benutzung eines Flugplatzes außerhalb der Öffnungszeiten, wie sie in den A.I.P. (Aeronautical Informations Publications) festgesetzt wurden, hat der Benutzer eine Gebühr zu zahlen.

Diese Gebühr wird unbeschadet der anderen im vorliegenden Erlaß festgelegten und von dem Benutzer zu zahlenden Gebühren für die Benutzung pro Stunde auf 4.000 BEF festgesetzt.

Jede angebrochene Stunde zählt als ganze Stunde.

KAPITEL IV. — *Befreiungen und Ermäßigungen*

Art. 8 - § 1. Für die folgenden Luftfahrzeuge sind die in den Artikeln 3 und 4 vorgesehenen Gebühren nicht zu zahlen:

1° Luftfahrzeuge, die ausschließlich für die Beförderung von Staatschefs oder von amtierenden Regierungsmitgliedern bereitgestellt werden;

2° Luftfahrzeuge, die auf Verlangen der Wallonischen Regierung fliegen;

3° Luftfahrzeuge, die notgedrungen zum Flugplatz zurückkehren;

4° Luftfahrzeuge, die von Mitgliedern der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der Verwaltung der Luftfahrt, der Regie der Luftfahrt, des Ministeriums der Volksverteidigung und der Gendarmerie und von dem Personal der konzessionierten Gesellschaften geflogen werden, und zwar in Ausübung ihres Amtes;

5° Luftfahrzeuge, die anlässlich der Flüge benutzt werden, die nach Erachten des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, einen humanitären Charakter haben.

§ 2. Die in dem Artikel 6 vorgesehenen Gebühren sind nicht zu zahlen für:

1° Passagiere unter 2 Jahren;

2° Passagiere, die an Bord der in § 1, 1°, 2°, 3°, 5° erwähnten Luftfahrzeuge abreisen.

3° Mitglieder der Wallonischen Regierung oder der Dienststellen der Wallonischen Regierung in Ausübung ihres Amtes.

Art. 9 - § 1. Für die Luftfahrzeuge, die Testflüge im Hinblick auf die Aushändigung, Verlängerung oder Rückgabe des Flugtüchtigkeitszeugnisses ausführen, werden die in dem Artikel 3 vorgesehenen Gebühren um 50 % herabgesetzt.

§ 2. Was die Segelflugzeuge und die Anhänger für Segelflugzeuge betrifft, werden die in den Artikeln 3, 4 und 5 festgelegten Gebühren und Abonnements, die von einem Benutzer zu zahlen sind, herabgesetzt, und zwar:

1° um 20 %, wenn derselbe Benutzer im Laufe des vorherigen Kalenderjahres einen Gesamtbetrag dieser Gebühren und Abonnements zwischen 50.001 BEF und 100.000 BEF gezahlt hat;

2° um 35 %, wenn derselbe Benutzer im Laufe des vorherigen Kalenderjahres einen Gesamtbetrag dieser Gebühren und Abonnements zwischen 100.001 BEF und 150.000 BEF gezahlt hat;

3° um 50 %, wenn derselbe Benutzer im Laufe des vorherigen Kalenderjahres einen Gesamtbetrag dieser Gebühren und Abonnements von mehr als 150.001 BEF gezahlt hat;

§ 3. Die für die Landung, das Parken und die Benutzung der Anlagen zugunsten der Passagiere zu zahlenden Gebühren können zwecks Förderungsmaßnahmen von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, herabgesetzt werden.

KAPITEL V. — *Erhebung*

Art. 10 - § 1. Die in dem vorliegenden Erlaß festgesetzten Gebühren und Abonnements werden von dem ordentlichen Rechnungsführer der Einnahmen des Flugplatzes oder von seinem Vertreter erhoben.

Diese Gebühren und Abonnements sind gegen bar bei der Aushändigung der Rechnung in belgischen Franken gegen Bargeld, mit einem Euroscheck oder mit jedem gültigen elektronischen Zahlungsmittel zu zahlen.

Der ordentliche Rechnungsführer der Einnahmen oder sein Vertreter kann sein Einverständnis dazu geben, daß die Gebühren und Abonnements innerhalb von 30 Tagen ab dem Tag, der auf den Tag des Versands der Rechnung folgt, gezahlt werden.

In diesem Fall kann die Leistung einer Kaution von 30.000 BEF verlangt werden. Die Modalitäten zur Stellung dieser Kaution werden von dem ordentlichen Rechnungsführer der Einnahmen oder seinem Vertreter festgelegt.

§ 2. Zur Erhebung der in Artikel 6 vorgesehenen Gebühren übergibt der Benutzer des Luftfahrzeugs oder sein Vertreter der Flughafenbehörde eine Erklärung, in der die Anzahl der an Bord genommenen Passagiere angegeben ist. Diese Übergabe erfolgt spätestens am Tag nach demjenigen, an dem die Passagiere an Bord gegangen sind, und zwar vor zehn Uhr, Ortszeit. Falls die Übergabe des Dokuments nicht in der vorgeschriebenen Frist erfolgt, wird die Gebühr nach der gesamten Anzahl der sich an Bord befindenden Sitzplätze festgelegt.

§ 3. Der ordentliche Rechnungsführer der Einnahmen des Flugplatzes oder sein Vertreter kann auf die Rechnungsbeträge, die nicht fristgerecht bezahlt wurden, Verzugszinsen nach den gesetzlich festgelegten Zinssätzen mit einem Mindestbetrag von 500 BEF pro Rechnung anwenden. Die Einziehungskosten gehen zu Lasten des Auftraggebers.

Art. 11 - Die Flughafenbehörde kann den Start jeglichen Luftfahrzeuges verbieten, für das die geschuldeten Gebühren nicht innerhalb der vorgeschriebenen Fristen entrichtet worden sind.

KAPITEL VI. — *Schlußbestimmungen*

Art. 12 - Das Parken im Freien oder das Unterstellen in einem gemeinschaftlich genutzten Raum erfolgt unter Berücksichtigung der verfügbaren Plätze und gemäß den Anordnungen der Behörde des Flugplatzes.

Im Falle einer Nichtbeachtung dieser Anordnungen kann die Flughafenbehörde eine Ordnungsstrafe von 5.000 BEF zu Lasten des nachlässigen Benutzers aufstellen.

Art. 13 - Die Mehrwertsteuer ist nicht in den in dem vorliegenden Erlaß festgesetzten Beträgen der Gebühren und der Abonnements inbegriffen.

Art. 14 - Die in dem vorliegenden Erlaß festgesetzten Beträge der Gebühren und der Abonnements werden jährlich am 1. Januar nach dem im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Index der Verbraucherpreise angeglichen. Der Ausgangsindex ist derjenige des Monats Dezember, der dem Jahr des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses vorausgeht. Der neue Index entspricht dem Index des Monats Dezember, der dem 1. Januar, Tag der Angleichung vorausgeht.

Die dadurch erzielten Beträge werden nach oben oder nach unten abgerundet.

Art. 15 - Außer im Falle eines Einverständnisses zwischen dem Benutzer und der Flughafenbehörde bleiben die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bezogenen Abonnements bis zu ihrem normalen Ablaufdatum gültig.

Art. 16 - Die Benutzer werden mit allen nützlichen Mitteln, insbesondere durch Anschlag oder Veröffentlichung in den A.I.P. (Aeronautical Informations Publications) von den Beträgen der Gebühren und der Abonnements in Kenntnis gesetzt.

Art. 17 - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der wallonischen Flughäfen und Flugplätze zu erheben sind, abgeändert durch den Erlaß vom 13. Januar 1994, wird bezüglich der Flugplätze, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, außer Kraft gesetzt.

Art. 18 - Der Minister des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 19 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Mai 1998 in Kraft.

Namur, den 9. April 1998

Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel,
den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

—
VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 98 — 1223

[C - 98/27296]

**9 APRIL 1998. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de bijdragen voor het gebruik van de vliegvelden die onder het Waalse Gewest ressorteren**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de bijdragen voor het gebruik van de vliegvelden bedoeld zijn om een deel van de kosten voor de installaties en de diensten die, al naar gelang hun aard, slechts door het betrokken vliegveld verleend kunnen worden, door de gebruikers te laten dragen;

Overwegende dat het niveau van de bijdragen aangepast moet worden aan de categorieën gebruikers en luchtvaartuigen;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° gebruiker : iedere natuurlijke of rechtspersoon die eigenaar, exploitant of gebruiker van een luchtvaartuig is;

2° luchthavenautoriteit : personeelslid van de Algemene Directie Vervoer van het Ministerie van Uitrusting en Vervoer belast met de directie van het vliegveld;

3° passagier : iedere persoon die aan boord van een luchtvaartuig vervoerd wordt, met uitzondering van de bemanningsleden.

HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de vliegvelden van Spa en Saint-Hubert.

HOOFDSTUK III. — Bijdragen en abonnementen

Art. 3. § 1. De landing van een luchtvaartuig wordt aan een bijdrage onderworpen. Deze bijdrage wordt op 150 BEF per ton vastgesteld, met een minimum van 250 BEF.

De bijdragen worden berekend op grond van het toegelaten maximumgewicht van het luchtvaartuig bij de opstijging. Dat gewicht staat vermeld in het luchtwaardigheidsbewijs, het vliegboek of elk ander document dat bij het luchtwaardigheidsbewijs gaat.

Een tongedeelte wordt beschouwd als een hele ton.

§ 2. Een landingsabonnement kan op verzoek afgegeven worden en tegen de volgende prijzen :

Gewicht van het luchtvaartuig	per jaar	per trimester	per maand	voor drie opeenvolgende dagen
< 1T	22.000 BEF	6.500 BEF	2.500 BEF	750 BEF
> 1T en < 2T	37.000 BEF	11.000 BEF	4.000 BEF	1.300 BEF
> 2T en < 3T	48.000 BEF	14.500 BEF	5.500 BEF	1.600 BEF
> 3T en < 4T	60.000 BEF	18.000 BEF	7.000 BEF	2.000 BEF
> 4T en < 5T	74.000 BEF	22.000 BEF	8.500 BEF	2.500 BEF
> 5T en < 6T	90.000 BEF	27.000 BEF	10.000 BEF	3.000 BEF
> 6T en < 7T	106.000 BEF	32.000 BEF	12.000 BEF	3.500 BEF

Het landingsabonnement geldt slechts voor het vliegveld waar het afgegeven wordt. Het begint te lopen vanaf de datum van de afgifte en geldt voor alle landingen van het luchtvaartuig waarvoor het afgegeven wordt.

Art. 4. § 1. Voor het buitenparkeren van een luchtvaartuig of een zweefvliegtuigtrailer wordt een bijdrage vereist van 60 BEF per dag (24 u.) en per ton, met een minimum van 200 BEF.

Een tongedeelte wordt beschouwd als een hele ton. Een daggedeelte wordt beschouwd als een hele dag. Elke begonnen dag eindigt om 24 u., plaatselijk uur.

Deze bijdrage is slechts verschuldigd als het parkeren meer dan zes opeenvolgende uren duurt.

§ 2. Een abonnement voor het buitenparkeren van een luchtvaartuig of een zweefvliegtuigtrailer is verkrijgbaar op verzoek en kost :

1° voor een luchtvaartuig :

	per jaar	per trimester	per maand
per ton	7.500 BEF	3.500 BEF	1.200 BEF

Een tongedeelte wordt beschouwd als een hele ton;

2° voor een in een trailer gedemonteerd zweefvliegtuig :

per jaar	per trimester	per maand
6.000 BEF	2.200 BEF	1.000 BEF

3° voor een lege zweefvliegtuigtrailer :

per jaar	per trimester	per maand
2.200 BEF	900 BEF	600 BEF

Dit abonnement geldt slechts voor het vliegveld waar het afgegeven wordt. Het begint te lopen vanaf de datum van de afgifte en geldt voor elk keer dat het luchtvaartuig of de trailer waarvoor het afgegeven wordt, buiten geparkeerd wordt.

Art. 5. § 1. Een bijdrage is verschuldigd telkens als een luchtvaartuig of een zweefvliegtuigtrailer onder dak geparkeerd wordt.

Deze bijdrage bedraagt 200 BEF per ton en per dag.

Een tongedeelte wordt beschouwd als een hele ton. Een daggedeelte wordt beschouwd als een hele dag. Elke begonnen dag eindigt om 24 u., plaatselijk uur.

§ 2. Het abonnement voor het parkeren van een luchtvaartuig of een zweefvliegtuigtrailer in een gemeenschappelijke ruimte is verkrijgbaar op verzoek en kost :

1° voor een luchtvaartuig :

	per jaar	per trimester	per maand
per ton	18.000 BEF	6.000 BEF	3.000 BEF

Een tongedeelte wordt beschouwd als een hele ton;

2° voor een gedemonteerd zweefvliegtuig :

per jaar	per trimester	per maand
9.000 BEF	3.000 BEF	1.500 BEF

3° voor een in een trailer gedemonteerd zweefvliegtuig :

per jaar	per trimester	per maand
13.500 BEF	4.500 BEF	2.300 BEF

4° voor een lege zweefvliegtuigtrailer :

per jaar	per trimester	per maand
7.000 BEF	2.300 BEF	1.400 BEF

Dit abonnement geldt slechts voor het vliegveld waar het afgegeven wordt. Het begint te lopen vanaf de datum van de afgifte en is bestemd om het luchtvaartuig of de trailer waarvoor het afgegeven wordt, in een gemeenschappelijke ruimte te parkeren.

Art. 6. De passagiers moeten een bijdrage betalen voor het gebruik van de installaties. Ze bedraagt 100 BEF per passagier, leerlingen-vliegers uitgezonderd.

Leerlingen-vliegers betalen 55 BEF voor een al dan niet betalende binnenvlucht of een oefenvlucht.

Art. 7. Er moet een bijdrage worden betaald voor het gebruik van een vliegveld buiten de openingsuren, zoals vastgesteld in de A.I.P. (Aeronautical Informations Publications).

Deze bijdrage bedraagt 4.000 BEF per uur, onverminderd de andere bij dit besluit bepaalde bijdragen die de gebruiker zou moeten betalen.

Een uurgedeelte wordt beschouwd als een heel uur.

HOOFDSTUK IV. — *Vrijstellingen en verminderingen*

Art. 8. § 1. De bijdragen bedoeld in de artikelen 3 en 4 zijn niet van toepassing op :

1° de luchtvaartuigen die uitsluitend bestemd zijn voor het vervoer van fungerende Staatshoofden of leden van de Regering;

2° de luchtvaartuigen die vluchten op verzoek van de Waalse Regering uitvoeren;

3° de luchtvaartuigen die noodgedwongen terugkeren naar het vliegveld;

4° de luchtvaartuigen bestuurd door de leden van de diensten van de Waalse Regering, de Administratie Luchtvaartkunde, de Regie der Luchtwezen, het Ministerie van Landsverdediging en de Rijkswacht en het personeel van de maatschappijen die de concessie hebben verkregen, in de uitoefening van hun ambt;

5° de luchtvaartuigen die gebruikt worden voor vluchten waarvan de Minister van Vervoer de humanitaire aard heeft erkend.

§ 2. De in artikel 6 bedoelde bijdrage is niet van toepassing op passagiers die :

1° nog geen twee jaar zijn;

2° in de in § 1, 1°, 2°, 3°, 5°, bedoelde luchtvaartuigen gebruiken;

3° lid zijn van de Waalse Regering of van de diensten van de Waalse Regering in de uitoefening van hun ambt.

Art. 9. § 1. De in artikel 3 bedoelde bijdragen worden met 50 % vermindert voor luchtvaartuigen die testvluchten uitvoeren met het oog op de afgifte, de vernieuwing of de teruggave van het luchtwaardigheidsbewijs.

§ 2. Wat de zweefvliegtuigen en de zweefvliegtuigtrailers betreft, worden de in de artikelen 3, 4 en 5 bedoelde bijdragen en abonnementsprijzen vermindert met :

1° 20% indien de gebruiker tijdens het vorige kalenderjaar een totaalbedrag van 50.001 BEF à 100.000 BEF heeft betaald;

2° 35 % indien de gebruiker tijdens het vorige kalenderjaar een totaalbedrag van 100.001 BEF à 150.000 BEF heeft betaald;

3° 50% indien de gebruiker tijdens het vorige kalenderjaar een totaalbedrag van meer dan 150.001 BEF heeft betaald.

§ 3. De bijdragen voor de landing, het parkeren, het gebruik van de installaties voor passagiers kunnen bij wijze van bevordering vermindert worden door de Minister van Vervoer.

HOOFDSTUK V. — *Inning*

Art. 10. § 1. De bij dit besluit vastgestelde bijdragen en abonnementsprijzen worden geïnd door de gewone boekhouder van de ontvangsten van het vliegveld of zijn afgevaardigde.

De bijdragen en abonnementen moeten, bij de afgifte van de factuur, contant betaald worden in Belgische franken, in geld, in eurocheque of via een elektronisch betaalmiddel.

De gewone boekhouder van de ontvangsten of zijn afgevaardigde kan ermee instemmen dat de bijdragen en abonnementen betaald worden binnen dertig dagen, te rekenen van de dag na de verzendingsdatum van de factuur.

In dit geval kan het stellen van een zekerheid van 30.000 BEF geëist worden. De gewone boekhouder van de ontvangsten of zijn afgevaardigde bepaalt de nadere regelen voor het stellen van deze zekerheid.

§ 2. Voor de inning van de in artikel 6 bedoelde bijdrage bezorgt de gebruiker van het luchtvaartuig of zijn vertegenwoordiger de luchthavenautoriteiten een formulier dat het aantal ingestapte passagiers vermeldt. Het formulier wordt afgegeven uiterlijk de dag na die van de instap vóór tien uur, plaatselijk uur. Indien het document niet wordt afgegeven binnen de voorgeschreven termijn, wordt de bijdrage berekend op grond van het totale aantal plaatsen aan boord.

§ 3. De gewone boekhouder van de ontvangsten van het vliegveld of zijn afgevaardigde kan een tegen de wettelijke voet vastgestelde moratoire rente toepassen op de gefactureerde bedragen die niet binnen de voorgeschreven termijn zijn vereffend, met een minimum van 500 BEF per factuur. De inningskosten worden door de opdrachtgever gedragen.

Art. 11. De luchthavenautoriteiten kunnen opstijgverbod opleggen aan elk luchtvaartuig waarvoor de verschuldigde bijdragen niet binnen de voorgeschreven termijn zijn betaald.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 12. Het buitenparkeren of het parkeren in een gemeenschappelijke ruimte gebeurt naar gelang van de beschikbare plaatsen en overeenkomstig de instructies van de luchthavenautoriteiten.

Indien de instructies niet nageleefd worden, kunnen de luchthavenautoriteiten de in gebreke gebleven gebruiker een administratieve boete van 5.000 BEF opleggen.

Art. 13. De belasting op de toegevoegde waarde is niet ingerekend in de bedragen van de bij dit besluit vastgestelde bijdragen en abonnementen.

Art. 14. De bedragen van de bij dit besluit vastgestelde bijdragen en abonnementen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. De basisindex is die van de maand december vóór het jaar van inwerkingtreding van dit besluit. Het nieuwe indexcijfer stemt overeen met het indexcijfer van de maand december vóór 1 januari, datum van de aanpassing.

De aldus verkregen bedragen worden afgerond op een hele frank naar boven of naar beneden.

Art. 15. Behoudens akkoord tussen de gebruiker en de luchthavenautoriteiten gelden de vóór de inwerkingtreding van dit besluit afgegeven abonnementen voor hun normale geldigheidsduur.

Art. 16. Het bedrag van de bijdragen en de abonnementsprijzen worden met de nodige middelen ter kennis gebracht van de gebruikers, met name door aanplakking en door bekendmaking in de A.I.P.

Art. 17. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 tot vastlegging van de te innen heffingen voor het gebruik van de Waalse luchthavens en vliegvelden, gewijzigd bij het besluit van 13 januari 1994, wordt opgeheven voor de vliegvelden die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 18. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1998.

Namen, 9 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 1224

[S - C - 98/31239]

23 APRIL 1998. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 30 mei 1991 betreffende het adviescomité dat is opgericht bij de Maatschappij voor het Intercommunale Vervoer te Brussel

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 30 mei 1991 betreffende het adviescomité dat is opgericht bij de Maatschappij voor het Intercommunale Vervoer te Brussel;

Overwegende het belang voor het Gewest en voor de Maatschappij voor het Intercommunale Vervoer te Brussel en haar klanten;

Op voorstel van de Minister van Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 30 mei 1991 betreffende het adviescomité dat is opgericht bij de Maatschappij voor het Intercommunale Vervoer te Brussel wordt als volgt gewijzigd :

in plaats van :

« - 4 leden aangewezen door de Executieve, op voorstel van de verenigingen die de belangen van de klanten verdedigen, nadat overleg met laatstgenoemden werd gepleegd; »

dient men te lezen :

« - 4 leden aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, op voorstel van verenigingen die de belangen van de klanten verdedigen;

- een vertegenwoordiger aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, op voorstel van verenigingen die de belangen van de gebruikers met beperkte mobiliteit verdedigen; ».

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 1224

[S - C - 98/31239]

23 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 1991 relatif au comité consultatif créé auprès de la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 1991 relatif au comité consultatif créé auprès de la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles;

Considérant l'intérêt de la Région, de la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles et de ses clients;

Sur proposition du Ministre ayant le Transport dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 1991 relatif au comité consultatif créé auprès de la Société des Transports intercommunaux de Bruxelles,

au lieu de :

« - 4 membres désignés par l'Exécutif, sur proposition des associations défendant les intérêts de la clientèle, après concertation entre celles-ci; »

il convient de lire :

« - 4 membres désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, sur proposition d'associations défendant les intérêts de la clientèle;

- un représentant désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, sur proposition d'associations défendant les intérêts des usagers à mobilité réduite; ».